



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/HRC/5/G/1
4 mai 2007

FRANÇAIS
Original: ESPAGNOL et ANGLAIS

CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME
Cinquième session
Point 2 de l'ordre du jour provisoire

**APPLICATION DE LA RÉOLUTION 60/251 DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DU 15 MARS 2006 INTITULÉE «CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME»**

**Lettre datée du 24 avril 2007, adressée au Président du Conseil des droits
de l'homme par la Mission permanente de Cuba auprès de l'Office
des Nations Unies à Genève**

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur la décision inacceptable et insolite adoptée récemment par les autorités des États-Unis d'Amérique de remettre en liberté sous caution l'assassin et terroriste international notoire Luis Posada Carriles, ce qui constitue un acte immoral et irresponsable, en particulier à un moment où la communauté internationale fait tout son possible pour prévenir et combattre le terrorisme international et pour promouvoir la paix et la jouissance par chacun de tous les droits de l'homme.

Luis Posada Carriles, qui a un lourd passé de crimes contre Cuba et d'autres nations, et est notoirement connu comme étant le terroriste le plus dangereux de l'hémisphère occidental, est responsable, avec le terroriste lui aussi protégé aux États-Unis, Orlando Bosch Ávila, de l'explosion en plein vol d'un avion de la compagnie aérienne cubaine au large des côtes de la Barbade en 1976, qui a coûté la vie à 73 innocents.

Luis Posada Carriles est connu de Washington. Il a été entraîné et utilisé par la Central Intelligence Agency (CIA) pour commettre des actes terroristes contre Cuba pendant plus de quarante ans. Dans les années 60, 70 et 80, il a dirigé des organisations terroristes qui, sous la conduite des services de renseignement américains, ont perpétré de nombreux attentats contre Cuba et les pays qui entretenaient des relations avec l'île. En outre, il a été également connu comme tortionnaire à la Direction du renseignement et de la sécurité vénézuélienne (DISIP) au cours des années 70, pendant lesquelles il a occupé de hautes fonctions dans cet organe de répression, et il a participé à l'assassinat de l'ancien Ministre chilien des affaires étrangères Orlando Letelier, lors de l'attentat qui a également coûté la vie à son assistante, qui était de nationalité américaine.

Luis Posada Carriles a également participé à la tristement célèbre opération Cónдор menée par les dictatures militaires d'Amérique latine et la CIA dans cette région afin de poursuivre, enlever, torturer, assassiner et faire disparaître des milliers de personnes, du seul fait de leurs idées nationalistes ou de gauche qu'elles professaient dans l'exercice de leur droit à la liberté de pensée et de conscience, consacré dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Nombre de cas de personnes disparues dans le cadre des luttes auxquelles a participé Luis Posada Carriles figurent, sans avoir jamais été élucidés, dans les archives du Groupe de travail du Conseil des droits de l'homme sur les disparitions forcées ou involontaires.

En 1985, après s'être évadé d'une prison vénézuélienne où il était incarcéré après sa condamnation pour le sabotage en vol de l'avion cubain au large de la Barbade, Luis Posada Carriles est réapparu en Amérique centrale, sur la base militaire bien connue d'Ilopango, où il a travaillé aux côtés du tout aussi connu lieutenant-colonel Oliver North, chargé par le Président des États-Unis d'Amérique de fournir des armes aux «contras» nicaraguayens pendant la guerre sale menée contre le Gouvernement sandiniste.

En 1997, Luis Posada Carriles a dirigé, toujours depuis l'Amérique centrale, un réseau de terroristes qui ont posé des bombes dans des hôtels et des centres touristiques cubains, causant des dégâts matériels et humains, dont la mort du touriste italien Fabio di Celmo.

Dans un entretien accordé au quotidien *The New York Times* publié les 12 et 13 juillet 1998, Posada a reconnu avoir dirigé ce réseau terroriste et dit que le jeune touriste italien était mort parce qu'il se trouvait «au mauvais endroit au mauvais moment».

Posada Carriles a préparé de nombreux attentats contre le Président Fidel Castro et d'autres dirigeants de la Révolution cubaine. En novembre 2000, il a été arrêté au Panama, avec trois de ses complices, alors qu'il préparait un attentat contre le Président de la République cubaine, venu assister au dixième Sommet ibéro-américain des chefs d'État et de gouvernement qui se tenait dans le pays. Posada et ses complices avaient projeté de déposer une charge d'explosifs C-4 dans l'amphithéâtre de l'Université de Panama où le Président Fidel Castro devait rencontrer des centaines d'étudiants et professeurs panaméens. C'est précisément au Panama qu'il a été gracié pour des raisons frauduleuses, le 26 août 2004, par la Présidente alors en fonctions, Mireya Moscoso, et après un périple secret à travers les pays d'Amérique centrale, il est entré sur le territoire des États-Unis d'Amérique en 2005.

Il ne s'agit pas d'un activiste politique mais bien d'un terroriste déclaré et sans scrupules qui a dit qu'il ne regretterait rien et que s'il devait renaître il referait la même chose. Le lourd passé terroriste et criminel de cet individu et la complicité du Gouvernement des États-Unis lui-même dans ses actes, sont largement documentés dans des rapports officiels de l'ancienne Commission des droits de l'homme, du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale des Nations Unies.

La décision de remettre en liberté Luis Posada Carriles, qui est contraire à l'obligation internationale incombant au Gouvernement des États-Unis de procéder à son jugement ou à son extradition pour actes de terrorisme est la preuve la plus flagrante de la double morale du Gouvernement des États-Unis et apporte un démenti catégorique à sa lutte supposée contre le terrorisme.

Washington protège et libère un terroriste notoire alors qu'elle condamne injustement à de lourdes peines et maintient cruellement en prison depuis près de neuf ans cinq jeunes Cubains qui ont lutté contre le terrorisme et sont aujourd'hui des prisonniers politiques aux États-Unis. La détention de Gerardo Hernández, Rene González, Ramón Labañino, Antonio Guerrero et Fernando González, qui ont contribué à empêcher un grand nombre des attentats préparés par Luis Posada Carriles et d'autres individus jouissant d'une impunité totale et de l'appui d'une partie du Gouvernement des États-Unis, a été déclarée arbitraire par le Groupe de travail sur la détention arbitraire.

Le 19 avril 2007, le Gouvernement révolutionnaire de Cuba a fait une déclaration condamnant la décision de remettre en liberté Luis Posada Carriles et désignant le Gouvernement des États-Unis comme l'unique responsable de cet acte immoral et inconsideré dont le but est d'acheter le silence du terroriste sur les crimes qu'il a commis lorsqu'il était au service de la CIA, en particulier à l'époque où George Bush père en était le Directeur général.

Des milliers d'intellectuels du monde entier ont lancé un appel important contre l'impunité accordée au terroriste par ses protecteurs. Nombre de gouvernements et personnalités mondiales se sont joints à eux pour réclamer avec raison justice contre le terroriste. Le 20 avril 2007, les 118 membres du Mouvement des pays non alignés ont adopté une déclaration dans laquelle ils ont exprimé avec force leur préoccupation devant la libération du terroriste et réaffirmé leur appui à la demande d'extradition que la République bolivarienne du Venezuela a présentée au Gouvernement des États-Unis et à laquelle celui-ci n'a pas encore donné suite.

La libération de Luis Posada Carriles atteste d'une grande irresponsabilité et constitue un grave affront pour les victimes du terrorisme et ceux qui luttent pour un monde pacifique et juste, où chacun jouirait de tous les droits de l'homme. Les mécanismes de protection des droits de l'homme des Nations Unies ne peuvent demeurer impassibles devant un événement d'une telle gravité.

Compte tenu du passé de cet individu et de son implication directe dans des actes constituant des violations manifestes et flagrantes des droits de l'homme dans divers pays, nous espérons que le Haut-Commissariat aux droits de l'homme ainsi que le Conseil des droits de l'homme, par l'intermédiaire de ses procédures spéciales, accorderont à cette question l'attention qu'elle mérite et exprimeront publiquement et ouvertement leur condamnation ferme et sans équivoque de cette décision insolite des autorités des États-Unis.

Vous trouverez ci-joint la déclaration du Gouvernement révolutionnaire de Cuba en date du 19 avril 2007. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe* comme document officiel du Conseil des droits de l'homme.

L'Ambassadeur
Représentant permanent
(Signé) Juan Antonio **Fernández Palacios**

* L'annexe est reproduite telle qu'elle a été reçue, en espagnol et en anglais seulement.

ANEXO

DECLARACIÓN DEL GOBIERNO REVOLUCIONARIO DE CUBA

Cuba condena la desvergonzada decisión de poner en libertad al terrorista Luis Posada Carriles y señala al gobierno de los Estados Unidos como el único responsable de este acto cruel e infame que busca comprar el silencio del terrorista sobre sus crímenes al servicio de la CIA, especialmente en la época en que Bush padre fue su Director General.

Con esta decisión, el gobierno norteamericano ha ignorado el clamor levantado en todo el mundo, incluso dentro del territorio de los Estados Unidos, contra la impunidad y la manipulación política que este acto entraña.

Esta decisión es un insulto al pueblo cubano y a los pueblos que perdieron a 73 de sus hijos en el abominable atentado de 1976 con el derribo, frente a las costas de Barbados, de un avión civil de Cubana de Aviación.

Esta decisión es un insulto al propio pueblo de los Estados Unidos, y es un rotundo mentís a la supuesta “guerra contra el terrorismo” declarada por el Gobierno del Presidente George W. Bush.

Al gobierno de los Estados Unidos le habría bastado con certificar el carácter terrorista de Luis Posada Carriles para impedir su liberación, y de conformidad con la Sección 412 de la Ley Patriota de los Estados Unidos, haber reconocido que “su liberación amenaza la seguridad nacional de los Estados Unidos o la seguridad de la comunidad o de cualquier persona”.

El gobierno de los Estados Unidos también habría podido aplicar las regulaciones que le permiten al Servicio de Inmigración y Aduanas retener a un extranjero no admisible en el territorio norteamericano y sujeto a la deportación. Para ello habría bastado que las autoridades norteamericanas hubiesen determinado que Posada Carriles es un riesgo para la comunidad o que liberarlo entrañaría el riesgo de que se fugara.

¿Por qué el Gobierno de los Estados Unidos permitió que el terrorista ingresara impunemente en el territorio norteamericano a pesar de los llamados de alerta formulados por el Presidente Fidel Castro?

¿Por qué el Gobierno estadounidense lo protegió durante los meses que permaneció ilegalmente en su territorio?

¿Por qué, teniendo todos los elementos para ello, se limitó, el pasado 11 de enero, a acusarlo de delitos de menor cuantía, de carácter eminentemente migratorio y no de lo que realmente es: un asesino?

¿Por qué se le libera, cuando la propia Juez Kathleen Cardone, en su dictamen del día 6 de abril que ordenó la excarcelación del terrorista, reconoció que se le acusa "...de haber estado involucrado en, o de estar asociado con algunos de los hechos más infames del siglo XX. (...) Algunos de estos hechos incluyen la invasión de la bahía de Cochinos, el escándalo Iran-Contras, el derribo del vuelo 455 de Cubana de Aviación, las bombas de 1997 en centros turísticos de La Habana y, según algunos teóricos de la conspiración, en el asesinato del Presidente John F. Kennedy".

¿Por qué ahora el Servicio de Inmigración y Aduanas del Departamento de Seguridad Interna de los Estados Unidos no utiliza los mecanismos que tiene a su disposición para mantener en prisión al terrorista, con el indudable argumento, ya utilizado por la Fiscalía General de los Estados Unidos en fecha tan cercana como el pasado 19 de marzo de que, de ser liberado, se corre el riesgo de que se fugue?

¿Por qué el Gobierno de los Estados Unidos ha hecho caso omiso de la solicitud de extradición presentada, con todos los requisitos de rigor, por el gobierno de la República Bolivariana de Venezuela?

¿Cómo es posible que se libere hoy al más notorio terrorista que jamás ha existido en este hemisferio y permanezcan en cruel prisión cinco jóvenes cubanos cuyo único delito ha sido el de luchar contra el terrorismo?

Para Cuba, la respuesta es clara. La liberación del terrorista ha sido gestada por la Casa Blanca como compensación para que Posada Carriles no divulgue lo que sabe, para que no hable de los innumerables secretos que guarda sobre su prolongado período como agente de los servicios especiales norteamericanos, en que actuó en la Operación Cóndor, y en la guerra sucia contra Cuba, contra Nicaragua y contra otros pueblos del mundo.

La plena responsabilidad por la liberación del terrorista y por las consecuencias que de ella deriven, recae directamente sobre el Gobierno de los Estados Unidos y, muy particularmente, sobre el Presidente de ese país.

Incluso ahora, después de su liberación, el gobierno de los Estados Unidos tiene toda la información y los mecanismos legales para volverlo a arrestar. Falta solo tener la voluntad política para luchar en serio contra el terrorismo y recordar que, según el Presidente Bush, "si usted da refugio a un terrorista, si apoya a un terrorista, si alimenta a un terrorista, usted será tan culpable como los terroristas".

La Habana, 19 de abril de 2007
